

[Text]

developing countries and market these technologies and not simply apply them in Canada alone, for whatever type of credit that could be devised in this country—tax credits or...?

Mrs. Catterall: This is a really important point. But emission credits are one and only one of many, many ways in which that can be done, so let us not lock ourselves into those kinds of specifics, lest we focus in on one possibility and ignore all kinds of other possibilities.

We should be saying that the federal government should develop programs and policies that do this. But the other side of the coin is that the government has to review all of its current programs, look at all of its subsidies and support for trade, and see the extent to which in fact it is encouraging the export of damaging technologies, and to switch that around so that its support is going to beneficial technologies instead of damaging technologies.

• 1045

In my view, both sides of that have to be in there, because right now we are subsidizing export of coal-burning technology, as just one example, without any regard for the environmental impacts of what our subsidy is producing. I think you can use those same subsidy programs or support programs for positive effects rather than negative effects.

So the first thing you look at is getting rid of the incentives you have in place for pollution and replacing them with incentives for reducing pollution.

I do not know if you can work all of that into one recommendation, Dean, but I think that is what has to be done.

M. Harvey (Chicoutimi): Je suis d'accord sur la dernière partie de l'intervention de M^{me} Catterall. Elle disait qu'il serait important de bien analyser les stimulants, car on n'a pas fait l'analyse des outils de production polluants.

Bien que je n'aie pas l'expertise de notre ami, Charles, je m'inquiète un peu quand je vois qu'on a écrit ici:

Le Comité recommande que le gouvernement fédéral établisse un programme de crédits...

Je trouve que c'est une solution un peu trop facile. Comme vous le savez, les crédits ne sont pas illimités au gouvernement fédéral, et ils le sont de moins en moins. De 1968 à 1984, la dette est passée de 15 milliards de dollars à 200 milliards de dollars. Elle fait des ravages considérables actuellement. Cela occupe environ 75 p. 100 de l'augmentation de la dette cumulative. C'est un drame. C'est très, très grave.

Sur le plan environnemental, on s'orienterait encore vers de nouveaux programmes de subventions directes pour encourager les entreprises, alors qu'on sait fort bien que le programme du pollueur payeur est un objectif qui fait de plus en plus le consensus, ici au pays. Donc, je me dis que ce n'est peut-être pas la solution. Je pense que la meilleure façon d'encourager les entreprises à respecter les normes environnementales consiste en des sanctions.

[Translation]

vendre ces techniques dans le pays en développement, au lieu de se contenter de les appliquer uniquement au Canada, en échange d'un crédit quelconque qui leur serait offert au Canada—qu'il s'agisse de crédits fiscaux ou...?

Mme Catterall: Vous soulevez un point très important, mais les crédits pour la réduction des émissions ne sont qu'un des nombreux moyens qui peuvent être utilisés. Il faut prendre garde de ne pas pêcher par excès de précision, car nous risquons de privilégier un moyen en particulier au détriment de tous les autres.

Nous devrions recommander au gouvernement fédéral de créer des programmes et de formuler des orientations à cette fin. Le pendant de cela, c'est que le gouvernement devrait examiner tous ses programmes existants ainsi que l'ensemble de ses subventions et mesures d'aide au commerce, afin de déterminer dans quelle mesure ils se trouvent en fait à encourager l'exportation de techniques nocives pour l'environnement. Il lui faudrait ensuite changer de cap, de façon à soutenir les techniques qui protègent l'environnement au lieu de l'endommager.

À mon avis, il faut faire les deux, car à l'heure actuelle, nous subventionnons l'exportation de techniques fondées sur l'utilisation de charbon—et il ne s'agit là que d'un exemple—sans aucun égard pour les incidences environnementales. Il me semble que ces programmes de subventions ou d'appui peuvent être utilisés afin d'obtenir des effets, non pas négatifs, mais positifs.

La première chose à faire est donc de supprimer les incitations à polluer pour les remplacer par des incitations à réduire la pollution.

Je ne sais pas si vous pouvez mettre tout cela dans la même recommandation, Dean, mais il me semble que c'est ce qu'il faudrait faire.

Mr. Harvey (Chicoutimi): I agree with the last part of Mrs. Catterall's comment. She stressed the need to carefully examine existing incentives, because no analysis has been done to determine to what extent the means of production contribute to pollution.

Although I do not have the same expertise as my friend Charles, I am somewhat concerned by what I see written here:

The committee recommends that the federal government develop a program of emission credits...

I think that is too much of an easy way out. As you know, federal funds are not unlimited, and that is becoming more and more obvious. Between 1968 and 1984, the debt increased from \$15 billion to \$200 billion. It is having serious consequences. It accounts for approximately 75% of the increase in the cumulative debt. The situation is extremely serious; disastrous, even.

So, in the environmental area, the idea would be to create direct subsidy programs designed to encourage Canadian companies, while knowing full well that the "polluter pays" principle is an objective that seems to be gaining support across the country. That might not be the answer, then. I think the best way to encourage companies to follow environmental standards is the use of sanctions.